

Pensiero e Volontà - 6 mai 1926.

NI POUR LA DÉMOCRATIE, NI POUR LA DICTATURE: ANARCHISTES...

«*Démocratie*», cela veut dire théoriquement gouvernement du peuple: gouvernement de tous, à l'avantage de tous et par tous. En démocratie, le peuple doit pouvoir dire ce qu'il veut, nommer les exécutants de sa volonté, les surveiller et les révoquer comme il l'entend.

Ce qui suppose, naturellement, que tous les individus qui forment le peuple aient la possibilité de se faire une opinion sur toutes les questions qui le concernent, et de la faire valoir. Cela suppose donc que chacun soit politiquement et économiquement indépendant et que personne ne soit obligé de se soumettre à la volonté d'autrui pour vivre.

S'il y a des classes et des individus qui se voient privés des moyens de production et sont donc dépendants de ceux qui ont monopolisé les moyens en question, le prétendu régime démocratique ne peut être qu'un mensonge. Et un mensonge qui est là pour rendre docile la masse des gouvernés et la leurrer par un simulacre de souveraineté, dans le but de sauver ainsi et de sauvegarder la domination de la classe privilégiée et dominante. Telle est bien, et telle a toujours été la démocratie en régime capitaliste, quelle que soit la forme qu'elle prend, depuis le gouvernement constitutionnel monarchique jusqu'au prétendu gouvernement direct.

Il ne pourrait y avoir de démocratie, de gouvernement du peuple, qu'en régime socialiste: les moyens de production et d'existence étant socialisés, le droit de tous à intervenir dans l'administration de la chose publique aurait pour fondement et garantie l'indépendance économique de chacun. Auquel cas, il semblerait que ce soit le régime démocratique qui réponde le mieux à la justice et qui harmonise le mieux l'indépendance individuelle et les nécessités de la vie en société. Et c'est bien ainsi que le voyaient, plus ou moins clairement, ceux qui, à l'époque des monarchies absolues, ont lutté, ont souffert et sont morts pour la liberté.

Mais quand on regarde les choses de plus près et qu'on les voit telles qu'elles sont en réalité, le gouvernement de tous s'avère impossible, ce qui est la conséquence du fait que les individus formant le peuple ont tous des opinions et des volontés différentes et qu'il n'arrive jamais, ou pratiquement jamais, qu'ils soient tous d'accord sur une question ou sur un nom. C'est pourquoi le «*gouvernement de tous*», si gouvernement il doit y avoir, ne peut être que le gouvernement de la majorité, dans la meilleure des hypothèses. Et les démocrates, socialistes ou non, en conviennent volontiers. Il est vrai qu'ils ajoutent qu'il faut respecter les droits des minorités; mais comme c'est la majorité qui détermine quels sont ces droits, les minorités n'ont jamais, en définitive, que le droit de faire ce que la majorité veut et permet. La seule limite à l'arbitraire de la majorité serait la résistance que veulent ou peuvent lui opposer les minorités, ce qui revient à dire qu'il y aurait toujours lutte sociale: une partie des membres du corps social, serait-ce même la majorité, aurait le droit d'imposer sa propre volonté aux autres et asservirait à ses propres buts les forces de tous.

Il n'en reste pas moins que dès qu'il y a gouvernement, c'est-à-dire commandement, ce n'est jamais la majorité qui commande en réalité; toute «*démocratie*» n'a jamais été, n'est jamais et ne peut jamais être

qu'une «*oligarchie*», un gouvernement de quelques-uns, une dictature. C'est là une vérité sur laquelle je pourrais m'étendre longuement et que je pourrais démontrer par des raisonnements s'appuyant sur des faits passés et contemporains. Mais, étant donné le but de cet article, je préfère abonder dans le sens des démocrates et supposer qu'il peut vraiment y avoir un véritable et authentique gouvernement de la majorité.

Gouvernement, cela veut dire le droit de faire la loi et de l'imposer à tous par la force: sans gendarmes, il n'y a pas de gouvernement.

Mais si la majorité a le droit et les moyens d'imposer par la force sa volonté aux minorités récalcitrantes, une société peut-elle vivre et aller pacifiquement de l'avant pour le plus grand bien de tous, peut-elle adapter au fur et à mesure sa façon d'être aux circonstances toujours changeantes?

De par sa nature même, la majorité est arriérée, conservatrice, ennemie du nouveau, lente dans ses pensées et dans ses actes; et elle est, en même temps, impulsive, excessive, docile à toutes les suggestions, portée aux enthousiasmes et aux peurs irraisonnés. Toutes les idées nouvelles viennent d'un individu ou de quelques individus; si c'est une idée viable, elle est acceptée par une minorité plus ou moins forte, et elle n'arrive à conquérir la majorité - si elle y arrive jamais -qu'après avoir été dépassée par de nouvelles idées, de nouveaux besoins, et qu'après être devenue arriérée et peut-être même un obstacle au progrès.

Est-ce que cela veut dire que nous voulons un gouvernement de minorité?

Certainement pas. S'il est injuste et nocif qu'une majorité opprime les minorités et fasse obstacle au progrès, il est encore plus injuste et plus nocif qu'une minorité opprime toute la population et impose par la force ses propres idées qui, même si elles étaient bonnes, susciteraient répugnance et opposition par le simple fait d'être imposées.

De plus, il ne faut pas oublier que des minorités, il y en a de toutes sortes. Il y a des minorités d'égoïstes et de mauvaises gens, comme il y a des minorités de fanatiques qui croient posséder la vérité absolue et voudraient, en toute bonne foi du reste, imposer aux autres ce qu'ils croient être la seule voie possible de salut; laquelle, de surcroît, peut très bien être tout à fait stupide. Il y a des minorités de réactionnaires qui voudraient retourner en arrière et qui sont divisées sur les voies que doit prendre la réaction et sur ses limites. Tout comme il y a des minorités révolutionnaires, elles aussi divisées sur les moyens et les buts que doit avoir la révolution et sur l'orientation qu'il faut donner au progrès social.

Quelle minorité devra commander?

C'est une question de force brutale et de capacité d'intrigues; et les chances de réussite ne sont pas du côté des plus sincères ni des plus dévoués au bien général. Pour conquérir le pouvoir, il faut des qualités qui ne sont pas précisément celles qui sont nécessaires pour faire triompher dans le monde la justice et la bienveillance.

Je veux bien encore faire des concessions et supposer que, de tous ceux qui aspirent au pouvoir, ce sont ceux que leurs idées et leurs buts me font considérer comme les meilleurs qui sont arrivés au pouvoir. Je veux supposer que ce sont les socialistes, et je dirais même les anarchistes s'il n'y avait pas là une contradiction dans les termes qui m'en empêche.

Ce n'est rien de le dire, comme on dit vulgairement: pour arriver au pouvoir, légalement ou illégalement, il faut déjà avoir laissé en chemin une bonne partie de son bagage d'idéaux et s'être débarrassé de tous les obstacles que sont les scrupules moraux. Et une fois au pouvoir, il faut encore y rester et ce n'est pas une petite affaire! D'où la nécessité de co-intéresser au nouvel état de choses et d'attacher solidement à la personne des gouvernants une nouvelle classe de privilégiés; et aussi la nécessité de supprimer par tous les moyens toute espèce d'opposition. Le but poursuivi est peut-être le bien, mais les résultats sont toujours liberticides.

Un gouvernement solidement établi, fondé sur le consensus passif d'une majorité forte - numériquement, par tradition et parce qu'elle a le sentiment, sincère parfois, d'être dans son bon droit - peut laisser

quelque liberté, du moins tant que les classes privilégiées ne se sentent pas en péril. Un gouvernement nouveau qui n'a que l'appui d'une minorité, souvent une petite minorité, est obligé d'être tyrannique, par nécessité et par peur.

Il suffit de penser à ce qu'ont fait les socialistes et les communistes quand ils sont arrivés au pouvoir, qu'ils y soient allés en trahissant leurs principes et leurs propres camarades ou qu'ils y soient allés tous drapeaux déployés au nom du socialisme et du communisme.

Voilà pourquoi nous ne sommes ni pour un gouvernement de majorité, ni pour un gouvernement de minorité: ni pour la démocratie, ni pour la dictature.

Nous sommes pour l'abolition du gendarme. Nous sommes pour la liberté pour tous et pour le libre accord qui ne peuvent manquer d'exister quand personne n'a les moyens de contraindre les autres et que tous sont intéressés à la bonne marche de la société. Nous sommes pour l'anarchie.

Errico MALATESTA.
